Burundi / Elections de 2020 : il n’y aura ni observateurs belges ni français

@rib News,Â 24/09/2019Â â€“ Source Agence Anadolu Ni les Belges ni les FranÃ§ais ne seront invitÃ©s Ã observer les Ã©lections gÃ©nÃ©rales de 2020 au Burundi, a dÃ©clarÃ© lundi Willy Nyamitwe, conseiller principal du prÃ©sident Pierre Nkurunziza. Willy Nyamitwe rÃ©pondait Ã une question dâ€™un journaliste belge Ã ce sujet.
Â«Un journaliste belge mâ€™a demandÃ© si le Burundi invitera des Belges ou des FranÃ§ais Ã venir observer les Ã©lections 2020. Je lui ai rÃ©pondu que â€œle jour oÃ¹ les Belges ou les FranÃ§ais nous inviterons Ã observer leurs Ã©lections nous fero de mÃªmeÂ», a-t-il dÃ©clarÃ© sur Twitter. Â«RÃ©ciprocitÃ© exige Â», a-t-il ajoutÃ©. Les derniÃ¨res Ã©lections de 2015 ont Ã organisÃ©es sans observateurs Ã©trangers et sur fond de contestation du 3Ã¨me mandat consÃ©cutif du prÃ©sident Pierre Nkurunziza. La derniÃ¨re participation des observateurs Ã©trangers aux gÃ©nÃ©rales remonte Ã 2010. Le prÃ©sident de la Commission Ã©lectorale nationale indÃ©pendante, Ceni, avait apprÃ©ciÃ© son apport. Â« Ils ont appris du Burundi et ils nous ont appris beaucoup. Leurs observations et recommandations ont Ã©tÃ© utiles au travail de la Ceni Â», avait dÃ©clarÃ© Pierre Claver Ndayicariye, prÃ©sident de la Ceni, lors de lâ€™Ã©valuation du processus Ã©lectoral. La participation des observateurs garantit la crÃ©dibilitÃ© du scrutin. En visite au Burundi, lâ€™EnvoyÃ© spÃ©cial des Etats-Unis dans la rÃ©gion des Grands la Peter Pham a dÃ©clarÃ© que les prochaines Ã©lections burundaises de 2020 seront Â«transparentesÂ» sâ€™il y a des Â«observateursÂ». Â«Les Ã©lections de 2020 seront plus transparentes et crÃ©dibles, s'il y a des observateurs burundais, de l'Afrique de l'est et internationauxÂ», a t-il dÃ©clarÃ© le 12 septembre. Le Burundi a plongÃ© dans une grave crise, Ã©maillÃ© de violences, depuis le dÃ©pÃ´t de la candidature du prÃ©sident Pierre Nkurunziza en avril 2015 pour un troisiÃ¨me mandat qu'il a obtenu en juillet de la mÃªme annÃ©e, en violation de la Constitution et de l'accord d'Arusha qui a mis fin Ã la guerre civile de 1993-2006, selon l'opposition, la sociÃ©tÃ© civile et une partie de son propre camp. Ces violences ont fait plus d'un millier de morts et poussÃ© plus de 340.000 personnes Ã fuir le pays, selon le rapport de lâ€™agence de lâ€™ONU pour l rÃ©fugiÃ©s publiÃ© le 31 aoÃ»t 2019.